IR04-12

HAITI Relèvement immédiat CLUSTER

Info Rapide

Cluster de Relèvement immédiat
Groupe de travail - Moyens de subsistance

L'épargne communautaire

HAITI Moyens de subsistance GROUPE DE TRAVAIL

Le contexte, en bref

La précarité de l'épargne des ménages

En Haïti, les ménages pauvres éprouvent des difficultés à faire face aux besoins de consommation journalière, comme la santé ou les dépenses scolaires. Ils sont vulnérables aux chocs économiques, politiques et environnementaux. Etant donné l'absence d'une "culture d'épargne", les fonds non-investis sont généralement utilisés pour la consommation immédiate ou pour effectuer des prêts à l'intérieur du réseau social dénommés "Sol" et "Sabotay" (Sol et Sabotage). Dans le contexte de l'insuffisance et d'inaccessibilité des services financiers formels pour la majorité de la population, ceux informels sont alors considérés, pour de nombreuses communautés haïtiennes, comme aide de fonds d'urgence palliatifs. L'épargne des ménages en Haïti doit impérativement être renforcée car:

- L'épargne aide à sortir de la pauvreté et à accéder aux différentes modalités de prêts.
- L'épargne est primordiale pour lutter contre les revenus irréguliers.
- L'épargne permet de résister aux chocs plus fréquents dans les groupes vulnérables.

Les prêts communautaires informels

Le *Sol* haïtien et *Sabotay* fonctionnent au sein de la communauté où ses membres déposent de l'argent dans un fond commun qui est instantanément versés à un ou plusieurs membres. Le *Sol* continue de fonctionner jusqu'à ce que tous les membres aient bénéficié du fond. Les fonctions du *Sabotay* similaires, mais comportent plus d'échanges, dans un environnement plus commercial. La plupart des utilisateurs des *Sols*, utilisent l'argent de façon immédiate dans des dépenses telles que le loyer, les réparations, l'éducation, ou la santé, ou parfois même pour leur petite entreprise ou leur ferme. Ce genre de prêt communautaire, est très risqué, étant donné l'insolvabilité de beaucoup de personnes, mais malgré tout cela, il persiste dans le pays. Bien que les risques liés aux *Sols* soient indéniables, leur souplesse permet aux personnes non bancarisées d'accéder à des fonds relativement conséquents. Les personnes ayant peu d'options pour accéder à l'épargne et au prêt bancaire pour investir dans leur entreprise ou s'acquitter de dépenses imprévues, dépendent alors de ces organisations populaires qui n'imposent pas de taux d'intérêts.

Types de prêt et opinions exprimées par des groupes témoins

Microcrédit	
+	**–**
• Taux d'intérêt mensuel bas • Remboursement mensuel • Sommes importantes	• Exigences administratives • Demande un commerce important • Sanctions sérieuses en cas de non-remboursement
Prêt usurier	
+	**–**
• Petites sommes disponibles • Remboursement journalier	• Taux d'intérêt mensuel élevé • Flexibilité de remboursement
Sols* et *Sabotage	
+	**–**
• Pas de taux d'intérêt • Remboursements journaliers, hebdomadaires ou mensuels • Prêt effectués au sein d'un groupe restreint de connaissance	• Sommes peu importantes • Nécessité d'avoir confiance dans les membres du groupe

Adapté de Etude ACTED "Situation économique et endettement des ménages haïtiens" Port-au-Prince & Léogane, 2010

Les principaux défis

L'absence d'historique bancaire

L'ouverture d'un compte bancaire est simple: des pièces d'identité en règles et actualisées (éléments encore pas assez généralisés) et une somme initiale de US$ 5 suffisent généralement. Par contre, une fois le compte bancaire crée, l'accès au micro crédit, ou à d'autres formes de financement, sont éventuellement plus compliqués pour les populations à faible revenu et n'ayant qu'un faible historique bancaire.

Le faible accès au micro financement

Par conséquent, les banques ne prêtent qu'à une faible part de la population - 54 877 clients, soit ~1% des 5,3 millions d'adultes. Les services de dépôt sont les plus répandus, et près de 82% du portefeuille total du secteur bancaire se trouve dans la capitale. Les banques connaissent l'existence des Sols et des Sabotays, leur fonctionnement, et donc soulignent bon nombre de leurs risques. Malgré leur usage répandu, ces mécanismes informels ne sont pas considérés par les institutions financières formelles, excluant ainsi les populations pauvres des produits financiers classiques. L'accès au financement bancaire est défaillant, mais essentiel, et une solution pour rapprocher les pauvres des banques pourrait s'effectuer via la technologie.

Rejoignez-Nous ! Tous les partenaires travaillant pour des initiatives de Moyens de subsistance en Haïti sont invités à se joindre aux réunions régulières du Groupe de travail. Contacter Laura Sheridan (laura.sheridan@undp.org) et vous recevrez une invitation pour les prochaines réunions. Pour de plus amples informations, visiter la page du Groupe de travail - Moyens de subsistance à **http://haiti.humanitarianresponse.info/Default.aspx?tabid=149**.

L'épargne, la finance et la technologie

En Haïti, les cartes de débit et les comptes bancaires ne sont pas courants, mais les téléphones portables sont beaucoup plus répandus. Près de quatre millions de téléphones mobiles en circulation sont utilisés pour communiquer, mais également pour transférer de l'argent. Cette technologie joue un rôle de plus en plus important dans le transfert, le contrôle et la gestion de la monnaie (physique ou électronique). Les besoins deviennent, dès lors, d'avoir à disposition un outil technologique fiable pour faciliter la réalisation de cet épargne.

Transférer de l'argent à un proche grâce à la téléphonie mobile est une pratique de plus en plus utilisée, notamment par la diaspora. Le "Mobile Money" est un service financier à placer dans la catégorie du paiement mobile. Les bénéficiaires peuvent toucher l'argent sous forme de coupons de valeur qui peuvent être échangés contre de l'argent liquide auprès d'un agent, ou l'utiliser pour téléphoner ou transférer vers d'autres personnes. Les opérateurs de téléphonie mobile, les institutions financières et les prestataires de services de paiement jouent un rôle dans ce marché. Afin de pouvoir virer de l'argent sans compte bancaire physique, il faut créer des comptes virtuels. Ces comptes virtuels créent un historique bancaire, qui donnera un meilleur accès aux produits de la micro-finance formelle.

L'objectif du "Mobile Money" peut être, dans certains cas, de transférer les devises via un téléphone mobile afin de garantir une meilleure utilisation de ces fonds de la part des bénéficiaires. C'est-à-dire que le transfert permet, par exemple, de développer l'éducation financière (diriger l'envoie de fonds dans des dépenses spécifiques), mais aussi le développement des petites et moyennes entreprises (PME) locales (stimuler les PME et les petits producteurs, dans les communautés d'origine des migrants, en développant un réseau local d'affaire et de commerçants).

L'épargne et l'éducation financière comme facteurs de développement pour les communautés

La gestion financière des particuliers s'améliore grâce notamment à des plateformes technologiques, comme le "Mobile Money", et l'introduction de comptes familiaux partagés facilitant la possibilité de dépenses dans un réseau d'entreprise locales spécifiques. Les membres des familles vivant à l'étranger sont aussi capables de diriger les aides versées à leurs familles grâce à un système de bons d'achat spécifiques, pour l'éducation, la santé ou encore l'alimentation.

Les leçons apprises

- L'épargne et le développement de la micro-finance des populations pauvres d'Haïti est stratégique et doit être une priorité pour le développement du pays.
- Certaines innovations technologiques, comme par exemple le "Mobile Money", peuvent accélérer ces améliorations du contexte financier pour les particuliers. Les bons sur téléphone mobile apportent en effet une sécurité et un confort, en particulier pour les femmes (qui représentent plus de 40% des ménages) qui peuvent se sentir vulnérables lorsqu'elles transportent de grosses sommes d'argent.
- Les bénéficiaires peuvent également disposer d'un compte courant sur leurs téléphones portables. Ceci constitue un moyen sûr de stocker de l'argent liquide tout en réduisant le coût des transactions financières. Cela encourage également les utilisateurs à économiser en attirant plus de personnes vers le secteur financier moderne.
- Il faut toutefois noter que le marché reste pour l'instant limité et que les liquidités sont encore peu disponibles en zone rurale. La méfiance et la méconnaissance du système par les utilisateurs, les aspects légaux encore flous et les systèmes de contrôles inadaptés sont autant de défis à relever.

Rejoignez-Nous ! Tous les partenaires travaillant pour des initiatives de Moyens de subsistance en Haïti sont invités à se joindre aux réunions régulières du Groupe de travail. Contacter Laura Sheridan (laura.sheridan@undp.org) et vous recevrez une invitation pour les prochaines réunions. Pour de plus amples informations, visiter la page du Groupe de travail - Moyens de subsistance à **http://haiti.humanitarianresponse.info/Default.aspx?tabid=149**.